

DÉCLARATION DE POLITIQUE MONÉTAIRE

Francfort-sur-le-Main, le 29 octobre 2026

CONFÉRENCE DE PRESSE

Christine Lagarde, présidente de la BCE,
Boris Vujčić, vice-président de la BCE

Bonjour, le vice-président et moi-même vous souhaitons la bienvenue à cette conférence de presse.

Le Conseil des gouverneurs a décidé ce jour de laisser inchangés les trois taux d'intérêt directeurs de la BCE. Les prix de l'énergie ont continué d'augmenter, faisant peser des risques à la hausse sur les perspectives d'inflation et des risques à la baisse sur les perspectives de croissance. Alors que les effets du choc énergétique ne se sont pas encore totalement matérialisés, l'inflation sous-jacente est restée globalement stable jusqu'à présent et les salaires n'ont pas encore réagi de manière significative à ce stade. L'intensification et la persistance du choc énergétique, ainsi que ses répercussions sous forme d'effets indirects et de second tour, risquent d'alimenter l'inflation et d'affaiblir la croissance. Les conditions de financement se sont durcies depuis notre dernière réunion, ce qui devrait peser sur l'inflation et la croissance. Nous entendons mener notre politique monétaire de façon à assurer la stabilisation de l'inflation au niveau de notre objectif de 2 % à moyen terme.

Nous restons en bonne position pour faire face au niveau élevé d'incertitude que nous connaissons actuellement. Nous suivrons une approche s'appuyant sur les données pour définir, réunion par réunion, l'orientation appropriée de la politique monétaire. Plus particulièrement, nos décisions relatives aux taux directeurs seront fondées sur notre évaluation des perspectives d'inflation et des risques entourant ces perspectives, compte tenu des données économiques et financières disponibles, de la dynamique de l'inflation sous-jacente et de la force de la transmission de la politique monétaire. Nous ne nous engageons pas à l'avance sur une trajectoire de taux particulière.

Les décisions que nous avons prises aujourd'hui sont présentées dans un [communiqué de presse](#) disponible sur notre site internet.

Je voudrais à présent décrire de façon plus détaillée comment nous envisageons l'évolution de l'économie et de l'inflation, puis j'expliquerai notre évaluation des conditions financières et monétaires.

Activité économique

Les données disponibles suggèrent que l'économie de la zone euro a continué de croître au troisième trimestre de cette année. Les services se sont redressés, après un ralentissement au début du conflit au Moyen-Orient. L'industrie manufacturière, les services numériques et les exportations bénéficient des investissements des entreprises dans l'intelligence artificielle (IA). Les dépenses publiques dans les infrastructures et la défense soutiennent également l'activité. Tous ces facteurs devraient continuer d'alimenter la croissance à court terme. Dans le même temps, les nouvelles hausses des prix de l'énergie pèsent sur la confiance des consommateurs et l'augmentation des coûts de financement risque d'avoir une incidence négative sur la croissance.

Le taux de chômage s'est maintenu à 6,4 % en août. La croissance de l'emploi et de la population active demeure modérée, tandis que la productivité s'est progressivement renforcée.

À moyen terme, l'amélioration de la confiance et des revenus réels, due au recul progressif des prix de l'énergie et à la solidité du marché de l'emploi, devrait stimuler la demande intérieure. Les investissements dans les activités liées à l'IA ainsi que les dépenses publiques dans les infrastructures et la défense devraient également continuer de soutenir la croissance. La croissance des exportations devrait bénéficier de l'accroissement de la demande extérieure.

Des réformes structurelles et des finances publiques saines seront nécessaires pour renforcer la croissance potentielle. La soutenabilité budgétaire constitue un point d'ancrage essentiel pour la stabilité économique au sens large. Les mesures budgétaires prises face au choc énergétique devraient rester temporaires, ciblées et adaptées. Il est essentiel de simplifier et d'harmoniser les règles dans l'ensemble du marché unique de l'UE, d'accélérer la transition énergétique et d'achever l'union pour l'épargne et l'investissement afin de rendre notre économie plus dynamique et plus résiliente. Alors que les discussions en vue de s'accorder sur le cadre juridique de l'euro numérique entrent dans leur phase finale, nous soulignons une nouvelle fois à quel point il sera important de parvenir rapidement à un accord sur le paquet « monnaie unique ».

Inflation

L'inflation s'est accélérée, à 3,8 % en septembre, contre 3,2 % en août. La hausse des prix de l'énergie s'est quant à elle fortement accentuée, à 18,9 %, après 14,3 % en août. Les prix du diesel et

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site internet : www.ecb.europa.eu

La reproduction est autorisée à condition que la source soit citée.

de l'essence ont atteint de nouveaux sommets en septembre, en partie à cause des marges de raffinage élevées. L'inflation hors énergie a augmenté, à 2,3 % en septembre, contre 2,1 % en août. La hausse des prix des produits alimentaires s'est accentuée à 1,3 %, après 1,1 %. L'inflation dans les services est passée de 3,0 % en août à 3,2 % en septembre, tandis que la hausse des prix des biens s'est ralentie, de 1,2 % à 1,1 %.

Les indicateurs de l'inflation sous-jacente sont restés globalement stables, même si des pressions haussières sont observées en amont de la chaîne des prix. Les tensions sur les salaires demeurent modérées. La rémunération par tête a crû de 3,3 % au deuxième trimestre, contre 3,6 % au premier trimestre, alors que le renforcement de la productivité a contribué à contenir la progression des coûts unitaires de main-d'œuvre. Notre outil prospectif de suivi des salaires suggère que la croissance des salaires négociés fluctuera entre 2,5 % et 2,8 % au cours des derniers mois de 2026 avant de s'élever en moyenne à 2,6 % au cours des trois premiers trimestres de 2027. Les anticipations d'inflation à des horizons plus courts ont augmenté, mais la plupart des mesures à plus long terme s'établissent autour de 2 %, ce qui soutient l'hypothèse d'une stabilisation de l'inflation autour de l'objectif à moyen terme.

Les prix de l'énergie ont crû à un rythme plus élevé que celui prévu dans la trajectoire de référence des projections de septembre établies par les services de la BCE. En conséquence, l'inflation pourrait encore s'intensifier à court terme et l'inflation totale pourrait rester largement supérieure à l'objectif au cours des prochains trimestres. Ensuite, le ralentissement de l'augmentation des prix de l'énergie, combiné aux effets de la hausse des taux d'intérêt, devrait permettre un retour de l'inflation à l'objectif.

Évaluation des risques

Les risques pesant sur les perspectives de croissance sont orientés à la baisse, principalement à cause du conflit au Moyen-Orient et de l'évolution récente de la guerre injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. Une perturbation prolongée des approvisionnements en énergie pourrait entraîner une augmentation des prix dans ce secteur plus forte et plus durable qu'anticipé actuellement, ce qui pèserait sur les revenus réels, les dépenses et l'investissement. Une dégradation de la confiance sur les marchés financiers internationaux ou des répercussions de plus en plus marquées sur les marchés obligataires mondiaux pourraient se traduire par un durcissement des conditions de financement, freinant ainsi la demande. L'incertitude budgétaire pourrait aussi entraîner un nouveau durcissement des conditions de financement et éroder la confiance, et peser ainsi sur la consommation et l'investissement. Une résurgence des tensions commerciales entre les principales économies pourrait perturber davantage les chaînes d'approvisionnement, réduire les exportations et affaiblir la consommation et l'investissement. Cela étant, la croissance pourrait être plus forte si l'économie et les marchés de l'énergie s'adaptaient plus rapidement que prévu aux perturbations

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site internet : www.ecb.europa.eu

La reproduction est autorisée à condition que la source soit citée.

causées par les conflits en cours ou si ceux-ci trouvaient une fin durable. De plus, l'adoption des nouvelles technologies par les entreprises de la zone euro et les dépenses publiques consacrées aux infrastructures et à la défense, ainsi que les réformes visant à accroître la productivité et achever le marché unique de l'UE, pourraient renforcer la croissance davantage qu'attendu.

Les risques pesant sur les perspectives d'inflation sont orientés à la hausse, principalement à cause du conflit au Moyen-Orient et de l'évolution récente de la guerre injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. Le choc énergétique pourrait encore s'intensifier et ses effets sur les autres prix et les salaires être plus forts qu'anticipé actuellement. Les prix du gaz, notamment, pourraient augmenter en cas de nouvelles perturbations de l'approvisionnement ou d'un hiver inhabituellement froid coïncidant avec de faibles niveaux des stocks. Plus longtemps les prix de l'énergie resteront à des niveaux élevés, plus ils pourraient alimenter l'inflation au sens large à travers des effets indirects et de second tour. Un regain des tensions commerciales pourrait entraîner une plus grande fragmentation des chaînes d'approvisionnement mondiales, réduire l'offre de matières premières critiques et aggraver les contraintes de capacité dans l'économie de la zone euro. Des phénomènes météorologiques extrêmes, potentiellement exacerbés par une intensification des conditions *El Niño*, et l'évolution plus générale des crises liées au climat et à la nature, pourraient conduire à une hausse des prix des produits alimentaires plus importante que prévu. À l'inverse, l'inflation pourrait être plus faible si les conflits géopolitiques en cours étaient durablement résolus ou si les effets indirects et de second tour liés à la hausse des prix de l'énergie se révélaient moins prononcés qu'anticipé. Des marchés financiers plus volatils et plus réticents à prendre des risques, combinés à des taux d'intérêt à long terme plus élevés, pourraient peser sur la demande et ainsi faire également reculer l'inflation.

Conditions financières et monétaires

Les conditions financières se sont durcies depuis notre dernière réunion. Les taux d'intérêt ont globalement augmenté, tandis que les cours des actions ont chuté.

Le coût du financement de marché pour les entreprises s'est élevé à 4,1 % en août, après 4,0 % en juillet, et les taux débiteurs bancaires leur étant appliqués se sont maintenus à 3,8 %. Le taux de croissance annuel des prêts bancaires aux entreprises s'est ralenti à 4,2 % en août et septembre, contre 4,4 % en juillet, alors que celui des émissions d'obligations d'entreprises a augmenté, à 4,2 % en septembre, après 3,8 % en août et 3,5 % en juillet. Selon notre dernière enquête sur la distribution du crédit bancaire, les critères d'octroi des prêts aux entreprises se sont durcis au troisième trimestre, les banques faisant état de préoccupations quant aux risques économiques auxquels leurs clients sont confrontés. Malgré des besoins de financement plus élevés pour les stocks et les fonds de

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site internet : www.ecb.europa.eu

La reproduction est autorisée à condition que la source soit citée.

roulement, la demande de prêts des entreprises a reculé, principalement à cause de la hausse des taux d'intérêt.

Les taux hypothécaires ont augmenté à 3,6 % en août, après 3,5 % en juillet, tandis que la croissance des prêts hypothécaires a légèrement fléchi, à 3,0 %, en septembre. Les critères d'octroi des prêts hypothécaires sont restés inchangés au troisième trimestre, alors que la demande de prêts hypothécaires a fortement diminué en raison des taux d'intérêt plus élevés.

Conclusion

Le Conseil des gouverneurs a décidé ce jour de laisser inchangés les trois taux d'intérêt directeurs de la BCE. Nous entendons mener notre politique monétaire de façon à assurer la stabilisation de l'inflation au niveau de notre objectif de 2 % à moyen terme. Nous suivrons une approche s'appuyant sur les données pour définir, réunion par réunion, l'orientation appropriée de la politique monétaire. Nos décisions relatives aux taux directeurs seront fondées sur notre évaluation des perspectives d'inflation et des risques entourant ces perspectives, compte tenu des données économiques et financières disponibles, de la dynamique de l'inflation sous-jacente et de la force de la transmission de la politique monétaire. Nous ne nous engageons pas à l'avance sur une trajectoire de taux particulière.

En toute hypothèse, nous nous tenons prêts à ajuster l'ensemble de nos instruments, dans le cadre de notre mandat, pour assurer la stabilisation durable de l'inflation au niveau de notre objectif à moyen terme et pour préserver la bonne transmission de la politique monétaire.

Nous sommes maintenant prêts à répondre à vos questions.

Veuillez consulter la version anglaise pour les termes exacts approuvés par le Conseil des gouverneurs.